



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3271 MERCREDI 18 JUILLET 2018

ENERGIE ÉLECTRIQUE

Le Nord-Kivu va expérimenter la production du méthane

Le chef-lieu de la province, Goma, et ses environs ne produisent actuellement que cinq mégawatts (MW) alors que les besoins en électricité dans cette partie du pays sont estimés à plus de 80 MW. La production du courant électrique reste déficitaire

pour l'ensemble de la province qui ne manque pourtant pas d'alternatives crédibles pour compenser son gap en électricité. L'enjeu pour la province est l'exploitation, avant fin 2018, du gaz méthane. Il s'agit de 56 milliards m³ de méthane situés

dans la frontière rwando-congolaise. Il y a aussi 300 milliards de m³ de dioxyde de carbone générés par l'activité volcanique de la région et la décomposition des matières organiques.

Page 3



Les-populations riveraines du lac Kivu à Goma s'approvisionnent en eau du lac.

JUSTICE

Pas de libération pour Eugène Diomi et consorts



Eugène Diomi Ndongala

Pour le ministre de la Justice qui s'exprimait lundi au sujet de la décrispation politique et libération des prisonniers politiques, les détenus qualifiés de cas emblématiques condamnés pour des faits de droit commun ne sont pas libérables sauf

en cas d'amnistie générale. « Faites voter une loi d'amnistie pour Diomi, pour Muyambo et pour Franck Diongo, en disant qu'ils peuvent être libérés. Et le jour où cette loi est promulguée, dans l'heure qui suivra la promulgation ils sortiront »,

a-t-il indiqué Alexis Thambwe Mwamba, ajoutant qu'il ne peut agir qu'en fonction de la loi. Dans la foulée, il s'est félicité d'avoir déjà libéré près de 4109 prisonniers dans le cadre de la décrispation politique.

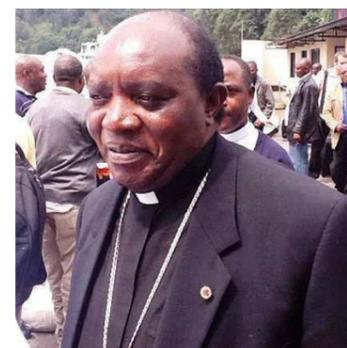
Page 2

BUTEMBO-BENI/LUBERO

La jeunesse nande de Kinshasa écrit à Mgr Melchisédech Sikuli Paluku

Dans cette correspondance, les jeunes réunis au sein de la Coordination des jeunes nande vivant à Kinshasa font part de leurs inquiétudes, un an après l'enlèvement des abbés Charles Kipasa et Jean-Pierre Akilimali. Ils ont rappelé que dans l'histoire récente du pays en général, et celle du Kivu en particulier, le déclenchement des crimes de masse a souvent été précédé par des actes de profanation ou d'intimidation des ministres sacrés et de l'élite du peuple.

Les jeunes nande attendent de Mgr Melchisédech Sikuli qu'il fasse parvenir leur cri du cœur



Mgr Melchisédech Sikuli Paluku aux décideurs de ce monde afin que la RDC, la province du Nord-Kivu ainsi que les territoires de Beni et de Lubero retrouvent la paix tant souhaitée. Page 3

LUTTE CONTRE LA FRAUDE MINIÈRE

Les jeunes sensibilisés aux ressources naturelles

Organisé par le Forum national multifonctionnel des jeunes avec l'appui de la coopération allemande, un atelier de deux jours (du 17 au 18 juillet) vise à sensibiliser les jeunes aux ressources naturelles, leurs modes de gestion et d'exploitation, mais aussi de les informer et les former sur les réalités économiques et politiques du pays ainsi que de la sous-région des Grands Lacs à laquelle ils appartiennent.

Page 4

ÉDITORIAL

Leçon

Une des grandes leçons que nous donne la Coupe du monde de football qui vient de s'achever en Russie est que l'Afrique occupe, grâce aux joueurs qui en sont issus, une place privilégiée dans le sport le plus populaire des temps modernes. Certes, aucune des nations qui composent le continent ne s'est qualifiée pour la deuxième phase de ce Mondial mais ce sont bien des Africains qui ont permis aux nations comme la France de se qualifier pour la phase finale.

Alors que notre continent accélère son émergence et se prépare à occuper la première place du monde en raison de sa population qui atteindra les deux milliards d'êtres humains à échéance de quarante ou cinquante ans, la leçon dont il est ici question mérite d'être méditée. Pour les deux raisons suivantes : d'abord parce que le physique et le mental des joueurs issus de notre continent sont parfaitement adaptés au jeu du ballon rond et leur permettent ainsi d'occuper le premier rang de ce sport ; ensuite parce que le seul obstacle que les nations africaines doivent franchir si elles veulent demain occuper elles-mêmes le premier rang des grandes compétitions mondiales est d'ordre matériel, financier pour dire les choses de façon plus précise.

Si, en effet, les joueurs qui propulsent en tête de liste les nations européennes, comme cela s'est produit lors du Mondial 2018, brillent au sein de ces équipes, c'est tout simplement parce qu'ils n'ont pas trouvé dans le pays dont leur famille est issue l'aide multiforme qui leur aurait permis de se former, puis de tirer un juste profit de leurs étonnantes capacités. Contraints, pour s'imposer au sommet du foot planétaire, d'intégrer les très puissants clubs français, britanniques, italiens, belges, espagnols et autres, ils n'ont eu d'autre voie à suivre pour s'affirmer que de tirer un trait au moins provisoire sur leur origine.

Le temps est venu, c'est du moins notre conviction, de faire bouger les cartes sur cette table de jeu planétaire. En faisant prendre conscience aux dirigeants africains des atouts de toute nature que leur procurerait la formation d'équipes nationales capables de s'imposer dans les grandes compétitions. Mais également en convainquant les très puissants sponsors qui financent pour une large part les équipes occidentales de miser désormais sur l'Afrique et la jeunesse africaine.

Le Courrier de Kinshasa

JUSTICE

Pas de libération pour Diomi Ndongala et consorts

Le ministre de la Justice, s'exprimant lundi au sujet de la décrispation politique et la libération des prisonniers d'opinion, a indiqué que les détenus qualifiés de cas emblématiques, condamnés pour des faits de droit commun, ne sont pas libérables sauf en cas d'amnistie générale.

Eugène Diomi Ndongala, Franck Diongo, Muyambo et tous les autres prisonniers politiques, qualifiés de cas emblématiques, ont encore de beaux jours à passer dans les geôles de l'ex-prison centrale de Makala. Et pour cause ? Leur sort ne dépend pas du ministre de la Justice et garde des sceaux qui s'en est expliqué le 16 juillet, à la tribune de la tripartite CNSA-Céni-Gouvernement qui évalue depuis plusieurs jours déjà la mise en œuvre de l'accord de la Saint-Sylvestre. Profitant de la tribune qui lui a été offerte pour plancher sur le volet décrispation politique de cet accord, Alexis Thambwe Mwamba a indiqué que les prisonniers cités comme cas emblématiques ne sauront trouver une solution à son niveau. Il s'agit, a-t-il dit, des personnes qui ont été condamnées pour des faits de droit commun à l'instar de Franck Diongo accusé d'avoir séquestré dans sa maison deux agents de l'ordre, en l'occurrence des gardes républicains. L'acteur politique, à en croire le ministre, aurait mis à nu, fait tabasser et fracturé le bras de l'un d'eux.

«Eugène Diomi Ndongala condamné pour avoir abusé d'une mineure»

D'après Alexis Thambwe Mwamba, la sanction infligée à Franck Diongo aurait dû

être sévère. L'intéressé s'est la Justice.



Eugène Diomi Ndongala

plutôt tiré avec une peine clémente d'à peine cinq ans au lieu de vingt ans tel que prévu par la loi. « On aurait pu lui coller l'association des malfaiteurs parce qu'en réalité, c'était l'association des malfaiteurs, parce qu'ils étaient nombreux pour attaquer ces gardes républicains », a-t-il fait observer. Concernant Eugène Diomi Ndongala, le ministre a laissé entendre qu'il n'est pas libérable pour avoir abusé d'une mineure, une fille de douze ans et que, dans ce cas, la loi est intransigeante et sans appel. « La loi dit à cet âge-là c'est un viol. Jusqu'à présent, toutes les décisions qui ont été prises dans ce domaine disent qu'il n'y a pas de libération pour ceux qui ont été condamnés pour viol. Donc, ne me parlez plus de Diomi, je n'ai pas le pouvoir de le libérer. Et je ne signerai jamais un arrêté pour le libérer », a martelé le ministre de

Autant dire que tous les prisonniers dits emblématiques ne pourront être libérés sauf si le parlement se saisissait du dossier et légifèrait sur une loi d'amnistie, a précisé le ministre. « Faites voter une loi d'amnistie pour Diomi, pour Muyambo et pour Franck Diongo, en disant qu'ils peuvent être libérés. Et le jour où cette loi est promulguée, dans l'heure qui suivra la promulgation, ils sortiront », a-t-il indiqué, ajoutant qu'il ne peut agir qu'en fonction de la loi.

Dans la foulée, il s'est félicité d'avoir déjà libéré près de 4109 prisonniers dans le cadre de la décrispation politique. Et d'annoncer la sortie imminente de prison d'à peu près 200 à 250 autres personnes. Un arrêté ministériel est, d'ailleurs, en passe d'être signé dans ce sens, a-t-il signifié.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombelé
Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepeschesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

BUTEMBO-BENI LUBERO

L'enlèvement des abbés Charles Kipasa et Jean-Pierre Akilimali continue de susciter des inquiétudes

Les jeunes nande vivant à Kinshasa l'ont fait savoir à Mgr Melchisédech Sikuli Paluku, dans une correspondance qu'ils lui ont adressée récemment.

Réunis au sein de la Coordination des jeunes nande vivant à Kinshasa (Cojeunak), les nande ont écrit à l'évêque du diocèse de Butembo-Beni à Butembo, Mgr Melchisédech Sikuli Paluku. Dans cette correspondance, ils se disent préoccupés par la situation de leurs pasteurs, les abbés Charles Kipasa et Jean-Pierre Akilimali, de la paroisse Marie Reine des anges de Bunyuka, au diocèse de Butembo-Beni, dans le Kivu, qui ont été enlevés depuis une année, sans nouvelles. « Nous n'avons pas de mots pour exprimer notre révolte après un acte aussi abominable que l'enlèvement de ministres de Dieu, ceux-là mêmes qui ont toujours eu des paroles de paix, d'amour et de fraternité entre les peuples. Un acte qui est dénué de sens puisque gratuit et d'une ignoble lâcheté », ont-ils écrit.

Ces jeunes ont également profité de cette occasion pour traduire l'expression de leur sympathie à ce grand pasteur qui exerce sa charge pastorale dans des conditions difficiles. Un danger qui guette à l'horizon

zon

Ils ont rappelé que dans l'histoire récente du pays en général et celle du Kivu en particulier, le déclenchement des crimes de masse a souvent été précédé par des actes de profanation ou d'intimidation des ministres sacrés et de l'élite du peuple. À titre illustratif, la Cojeunak a cité la guerre de l'AFDL, dont les affres n'ont jamais été démenties et qui a tragiquement fauché, dès son déclenchement, le 29 octobre 1996, l'archevêque de Bukavu, Mgr Christophe Munzihirwa. Alors que les rebelles du RCD, dès le début de leur guerre, ont envoyé en exil Mgr Emmanuel Kataliko, archevêque de Bukavu, « afin de le museler et commettre ainsi, dans le silence absolu, les crimes dont les horreurs restent gravées au fer rouge » dans les mémoires des ressortissants de cette partie de la RDC.

Dans leur énumération, les jeunes nande ont aussi rappelé que les massacres de la population civile qui sévissent dans la région de Beni depuis quatre ans, « sous le silence honteux et/ou complice de la communauté internationale et du gouvernement congolais », ont été précédés par l'enlèvement de trois prêtres assomptionnistes : Jean-Pierre Ndulani, Edmond

Kisughu et Anselme Wasukundi. L'enlèvement, le 16 juillet 2017, des abbés Charles Kipasa et Jean-Pierre Akilimali a été concomitant au déclenchement d'un phénomène de criminalité urbaine dénommé « Kasuku », qui endeuille encore aujourd'hui la ville de Butembo et ses environs.

La Cojeunak a aussi épinglé les assassinats de l'abbé Romain Kahindo Kyavuyirhe en 2002, de l'abbé Christian Bakulene, en 2010, du père Vincent Machozi en 2016, les enlèvements des abbés Athanase Waswandi en 2017, Robert Masinda et Ildfonse Myatsi en cette année 2018, ainsi que les agressions contre certains professeurs de l'Université catholique du Graben qui semblent répondre au même mode opératoire dont l'objectif est visiblement de « frapper le pasteur afin que les brebis du troupeau se dispersent ». En effet, ont-ils admis, quiconque veut exterminer un peuple commence par en éliminer les élites.

Ces jeunes nande ont rappelé qu'après l'assassinat du père Jacques Hamel dans une église de Saint-Etienne-du-Rouvray par des islamistes, le 26 juillet 2016, le président français, François Hollande, déclarait : « Tuer un prêtre, c'est profaner la République » et annonçait



l'application, « avec la plus extrême fermeté », des lois de la République. Mais hélas ! En RDC, les assassinats des pasteurs, leurs enlèvements, les massacres de la population sont devenus des faits divers qui n'émeuvent pas un seul instant les dirigeants, regrettent-ils. « Quelle est la responsabilité de notre gouvernement et du chef de l'État dans les drames qui se produisent et qui n'arrêtent pas de se produire ? Le contrat social, sur la base des élections démocratiques, n'implique-t-il pas que le président de la République et les institutions républi-

caines soient responsables de la sécurité des citoyens ? Combien de morts devons-nous encore dénombrer ; combien de pleurs, combien de personnes brutalement arrachées à notre affection, avant de voir une attitude ferme de l'État ? », se demandent-ils. En écrivant à l'évêque, ces jeunes nande attendent de lui « de faire parvenir leur cri du cœur aux décideurs de ce monde afin que la RDC, la province du Nord-Kivu et les territoires de Beni et de Lubero retrouvent la paix tant souhaitée ».

Lucien Dianzenza

ENERGIE ÉLECTRIQUE

Le Nord-Kivu va expérimenter la production du méthane

Le chef-lieu de la province, Goma, et ses environs ne produisent actuellement que cinq mégawatts (MW) alors que les besoins en électricité dans cette partie du pays sont estimés à plus de 80 MW.

Plusieurs entreprises ainsi que les agences du système des Nations unies installés dans le Nord-Kivu fonctionnent à plein régime grâce à des groupes électrogènes. La production du courant électrique reste déficitaire pour l'ensemble de la province qui ne manque pourtant pas d'alternatives crédibles pour compenser son gap en électricité. Les efforts actuels visent à aider cette province de l'est du pays à se doter d'une énergie en quantité et qualité acceptables. Au-delà des moyens traditionnels de production de l'électricité, les autorités provinciales appuient désormais les efforts de diversification de la production de l'électricité. Il n'est pas étonnant de signaler une démarche visant à capter la chaleur générée par le volcan Nyiragongo pour la transformer en énergie électrique. Des spécialistes de



Les populations riveraines du lac Kivu à Goma s'approvisionnent en eau du lac

la géothermie sont déjà à pied d'œuvre dans le Nord-Kivu pour développer ce moyen inédit en République du Congo (RDC). Toutefois, le véritable enjeu pour la province est l'exploitation, avant la fin de l'année, du gaz méthane. Il s'agit de 56 milliards m³ de méthane situés dans la frontière entre le Rwanda et la RDC. Il y a aussi 300 milliards de m³ de

dioxyde de carbone générés par l'activité volcanique de la région et la décomposition des matières organiques. En apport énergétique clair, l'on estime que 50 % de la population de Goma devrait bénéficier de courant électrique grâce à cette énergie. En plus, ce méthane du lac Kivu représente environ 1 300 MW de potentiel énergétique partagé dans la ré-

gion des Grands lacs. L'un de ses atouts est sa régénération permanente. Cela éloigne bien entendu toute perspective de rupture de la production électrique dès son lancement. Au-delà, une partie du méthane peut aisément être utilisée ou commercialisée dans des bonbonnes pour un usage domestique en tant que combustible, selon certains chercheurs.

Il faut rappeler que le Rwanda a débuté l'exploitation de ce gaz dans le lac Kivu (côté rwandais) depuis 2016.

Quant à l'exploitation du côté congolais, la charge de l'extraction sera confiée à la société tunisienne Engineering Procurement management. Pour le pays, le plus grand défi sera de préparer suffisamment le terrain pour l'exploitation de ces nouvelles sources de production de l'électricité. Or, d'importantes contraintes se dessinent déjà, notamment le sol volcanique, la proximité des habitations et des routes, le difficile croisement des lignes électriques existantes, la problématique des techniciens qualifiés, l'accès au financement du secteur énergétique, le prix d'achat de l'énergie très élevé, la mauvaise perception du système de comptage et bien entendu les défis d'ordre technique et réglementaire. La liste n'est pas exhaustive. Tous les experts sont d'accord sur le fait que l'énergie produite dans l'est de la RDC et sur l'étendue du territoire national doit avoir des prix compétitifs.

Laurent Essolomwa

LUTTE CONTRE LA FRAUDE MINIÈRE

Les jeunes sensibilisés aux ressources naturelles

Venus des différentes structures œuvrant dans la promotion de la paix, en particulier du certificat/CIRGL et la lutte contre la fraude minière, les jeunes participent depuis le 17 juillet au Cercle Elais à un atelier de formation sur les six outils de la CIRGL et la lutte contre la fraude et la contrebande minière sur les 3 T et l'or en RDC.

Organisé par le Forum national multifonctionnel des jeunes (FNMJ/CIRGL) avec l'appui de la Coopération allemande (GIZ), cet atelier de deux jours, soit du 17 au 18 juillet, a pour objectif de sensibiliser les jeunes aux ressources naturelles, ses modes de gestion et d'exploitation, les informer et les former des réalités économiques et politiques de notre pays.

Dans son mot d'ouverture, le coordonnateur de la CIRGL/RDC, M. Kakese Vinalu a exhorté les jeunes à savoir comment se réalise l'exploitation de nos ressources naturelles dans notre pays et comment les richesses sont redistribuées. «*Jeunes, vous devez comprendre quels sont les enjeux nationaux et internationaux autour de ces ressources naturelles et comment vous en approprier*», a-t-il déclaré. Avant d'indiquer que la CIRGL constitue un cadrage des pays par lequel les Congolais, les pays des Grands lacs et les Africains prennent conscience de leur histoire et de leur culture.

Il a saisi cette occasion pour remercier et féliciter les jeunes pour leur disponibilité à être présents dans cet at-



Une vue des intervenants lors de l'ouverture de l'atelier

elier pour comprendre comment exploiter les ressources naturelles. M. Kakese Vinalu a remercié également le président du FNMJ/CIRGL pour l'initiative importante prise de réunir les jeunes pour échanger sur des questions importantes qui sont à l'origine des maux et de notre bonheur. Il a enfin remercié Mme Léa Epalinginya, représentante du GIZ, pour avoir mis les moyens pour que cette rencontre puisse avoir lieu.

Auparavant, le président du Forum national multifonctionnel des jeunes (FNMJ/CIRGL), M. Dominique Diaman Kambetch, a souhaité la bienvenue à tous les participants à cet atelier. Le Forum des jeunes de la CIRGL, a-t-il rappelé, a pour objectif la paix et la sécurité. Car, pour résoudre les problèmes de la paix et de la sécurité, la CIRGL avait

énuméré un certain nombre de chose qui sont à la base des conflits au niveau de la CIRGL, notamment l'exploitation des ressources naturelles qui créent des groupes armés et exploitent illégalement les ressources naturelles. Si on ne met pas fin à cette pratique, on n'aura pas la paix ni la sécurité. Voilà pourquoi vous voyez la CIRGL de manière générale et le FNMJ/CIRGL en particulier font de la lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles leur cheval de bataille. L'objectif visé, a-t-il précisé, c'est de former les jeunes sur l'exploitation des ressources naturelles pour empêcher qu'il y ait des conflits, des guerres autour des minerais et des ressources naturelles.

Coopération allemande réaffirme son appui à la CIRGL

Pour sa part, Mme Léa Epalinginya a souligné que la Coopération allemande au développement a été et continue d'être un partenaire-clé de la CIRGL. Au fil des années, cette coopération s'est renforcée et a connu de nombreux succès. En parlant du présent atelier, elle a indiqué qu'il reflète les progrès et atteste de la pertinence que connaît l'initiative régionale sur les ressources naturelles.

L'initiative, a-t-elle rappelé, a été lancée en 2010 afin d'assurer la traçabilité des minerais (or, tungstène, tantalum, étain) produits dans la région des grands lacs. Une de ces réalisations est le Certificat régional d'origine des minerais (effectif depuis juin 2013). Cet atelier, a-t-elle fait savoir, permet de voir en perspective le processus de la mise en œuvre des six outils, qui a été

entamé en décembre 2010, dans la Déclaration de Lusaka par les chefs d'État et de gouvernements de la CIRGL. Tout en étant fier de dire que son institution mandatée par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement a soutenu la CIRGL dès ses premiers pas en 2004.

Cet atelier, a-t-il poursuivi, présente une opportunité pour les départager sur les progrès réalisés et les défis présentés dans la mise en œuvre des six outils de l'Initiative régionale. «*Je pense qu'il est important de rappeler qu'une solution durable pour freiner le lien entre l'exploitation illégale des ressources naturelles et les conflits armés dans la région nécessite la volonté de toutes les parties prenantes, les États membres, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé et la société civile dont certains jeunes ici présents font partie*», a-t-elle dit. Mme Léa a réaffirmé enfin l'appui de la Coopération allemande au développement à la CIRGL : «*Nous sommes ensemble pour permettre aux États Membres de la CIRGL de faire de ses richesses naturelles un moteur de développement durable et ainsi de paix et de stabilité dans la région*».

Les participants à cette rencontre réfléchissent sur des questions liées aux ressources naturelles et leur impact sur la vie économique, et sociale du pays. Et à l'issue de cet atelier, plusieurs recommandations seront formulées et une feuille route sera mise sur pied.

Blandine Lusimana

VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME

La Fondation Bill-Clinton pour la paix dénonce la barbarie policière sur la population

L'association se fonde sur des incidents survenus dans la commune de Kasa-Vubu, invitant à l'instruction des hommes en uniforme en vue d'éviter ce genre d'actes.

La Fondation Bill-Clinton pour la paix (FBCP) dénonce «*la continuité de la barbarie policière contre la population civile* » alors que celle-ci était censée assurer la protection de cette dernière ainsi que de ses biens. «*Nous demandons les poursuites judiciaires contre le garde du corps d'un policier et son chef, le major de la police nationale, pour meurtre ainsi que pour coups et blessures graves de trois*

personnes pour non-assistance à personne en danger et consigne mal donnée », a souligné cette ONG de défense des droits de l'homme, dans un communiqué du 16 juillet.

La FBCP a, en effet, relevé qu'en date du 14 juillet dans la soirée, le garde du corps d'un major de la police nationale congolaise non autrement identifié, à bord d'une voiture communément appelée Ketch à Kinshasa, couleur grise, habitant sur l'avenue Maringá dans la commune de Kasa-Vubu, aurait brutalisé les vendeurs du marché Koweit, situé dans la même municipalité.

A en croire cette ONG, ce

policier qui voulait brutalement dégager la route en vue de laisser le passage au véhicule de son chef, a accusé ces vendeurs d'avoir obstrué le passage. Devant son chef, a expliqué cette association, le garde du corps tentera d'arrêter une personne, voulant la mettre de force dans le coffre de leur voiture. Face à la résistance de la population, ce policier a menacé d'utiliser son arme. Et, c'est ce qu'il fit. «*A l'instant même, le garde du corps s'est mis à tirer de coups de feu en l'air puis, à bout portant sur la foule*», a rapporté la FBCP, indiquant qu'un jeune homme âgé de 27 ans a été atteint et a succombé

de ses blessures. Trois autres personnes ont été gravement blessées et l'une d'elles est dans le coma. Tous les blessés, a admis cette association, ont été acheminés à l'hôpital du camp Lieutenant-colonel Kokolo.

La FBCP souligne que cet incident était à la base des échauffourées enregistrées dans cette partie de la commune de Kasa-Vubu qui ont conduit à certaines arrestations signalées. Dans sa requête, cette ONG a recommandé des poursuites contre le garde du corps et son chef qui doivent répondre pour meurtre, coups et blessures ainsi que pour non-assistan-

ce à personne en danger et consigne mal donnée.

L'association demande aussi que le corps de la victime soit remis à sa famille par l'intermédiaire de son église ainsi que les dommages et intérêts au bénéfice de sa famille. Elle attend également que l'Etat prenne en charge les frais d'hospitalisation des blessés et appelle le ministre de l'Intérieur et les responsables de la police à instruire les agents en uniforme en vue d'éviter de tueries et des arrestations arbitraires. A la police nationale, la FBCP a demandé de libérer toutes les personnes arrêtées dans le cadre de cette affaire.

Lucien Dianzenza

CAF-C1/PHASE DES GROUPES

Mazembe s'arrache face au MC Alger

Le précieux score d'un but à zéro à domicile face au club algérien a permis aux Corbeaux de Lubumbashi de boucler la manche aller de la Ligue des champions en tête, avec neuf points en trois sorties, en attendant la quatrième journée prévue dans un mois à Sétif contre l'Entente sportive sétifienne.

C'est en véritable leader que le TP Mazembe a fini la manche aller de la phase des groupes de la 22^e édition de la Ligue des champions d'Afrique. Les Corbeaux de Lubumbashi ont dominé, le 17 juillet, dans leur stade de la commune de Kamalondo, les Algériens de Mouloudia Club d'Alger (MC Alger) par un but à zéro. C'était en troisième journée de cette phase importante de la C1 africaine qui reprend après le Mondial russe remporté par la France. C'est à l'arrachée que les joueurs de Pamphile Mihayo Kazembe ont remporté ce match, grâce

à une réalisation de Meschak Elia à la 87^e mn.

L'on note aussi le coaching payant de l'entraîneur Mihayo dans un match très difficile pour ses joueurs évoluant à domicile avec

toute la pression des supporters. Il n'a pas hésité à sortir son fer de lance en attaque. Meschak est entré en jeu en seconde période à la place du buteur maison, Ben Malango, étroitement

surveillé par la défense du club algérois. En conférence d'avant-match, le coach français du club d'Alger, Bernard Casoni, déclarait: « *Devant une équipe compétitive et expérimentée, les choses*

ne s'annoncent pas faciles... ». Et il avait déjà sa consolation : « *En battant le TPM mardi à Lubumbashi, le MC Alger ne sera pas champion d'Afrique comme ne perdant pas cette rencontre, il ne sera pas non plus éliminé de la compétition* ». Cette victoire à l'arrachée des protégés du président sponsor Moïse Katumbi leur permet de terminer la manche aller de la phase des groupes avec neuf points en trois matchs joués. Mazembe jouera son prochain match le 17 août, au stade du 8 mai de Sétif, en Algérie, contre l'Entente sportive sétifienne. Le TP Mazembe est donc bien lancé pour prétendre disputer une énième demi-finale d'une compétition africaine interclubs. Mais en attendant, il va falloir s'appliquer lors de la manche retour de cette phase des poules.



Le TP Mazembe en route pour rempiler en Coupe de la Confédération

Martin Engimo

IMPRIMERIE * DU BASSIN DU CONGO

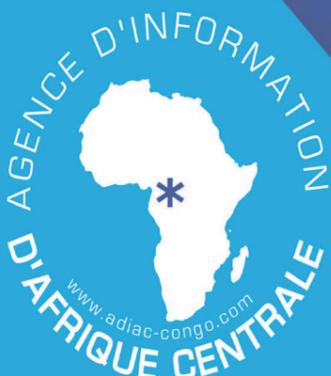


LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

✉ imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



CÔTE D'IVOIRE

Le camp présidentiel crée un parti unifié

Dénommée **Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP)**, la formation politique lancée le 16 juillet à Abidjan, au terme d'une assemblée générale constitutive, sera dirigée par l'actuel président ivoirien, Alassane Ouattara.

D'après un communiqué, les délégués de plusieurs formations politiques et des personnalités favorables au nouveau parti unifié ont adopté, « à l'unanimité », les statuts après une heure de débat et désigné sans surprise comme leader Alassane Ouattara qui était le seul candidat déclaré. Un congrès constitutif entérinera la création de ce parti d'ici à la fin de l'année, a indiqué un responsable, précisant qu'il s'agit là d'une deuxième étape dans la concrétisation tant souhaitée du parti unifié, lancé une semaine après un remaniement ministériel.

Le nouveau parti regroupe le Rassem-

C'est le cas du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), l'une des deux grandes formations de la coalition au pouvoir, qui avait soutenu Alassane Ouattara aux précédents scrutins présidentiels de 2010 et 2015.

Le parti d'Henri Konan Bédié a refusé d'adhérer au RHDP, mécontent des termes de l'alliance proposée, notamment parce que le nouveau parti exigeait comme préalable à l'union qu'une personnalité issue de ses rangs soit le candidat unique à la prochaine présidentielle. Malgré le refus du PDCI, un certain nombre de ses élus et cadres ont choisi de faire marche commune avec le parti unifié



Alassane Ouattara (au centre) © Copyright : RHDP

« Nous devons travailler, le président Bédié et moi, pour transférer le pouvoir à une nouvelle génération en 2020 »

blement des Républicains (RDR), la formation du président Ouattara; l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (six députés), présidée par Albert Toikeusse Mabri; et des personnalités d'autres partis. C'est dire que toutes les formations politiques de la majorité présidentielle actuelle en Côte d'Ivoire n'ont pas adhéré à la création du RHDP.

puisqu'une douzaine d'entre eux ont été nommés ministres dans le nouveau cabinet.

Conscient du poids que représente le PDCI, l'actuel président ivoirien a lancé un appel à son président. « Il faut que nous restions ensemble (...). C'est ce que je vais dire à mon aîné », a déclaré Alassane Ouattara. Il a, en outre, rappelé les

victoires passées obtenues grâce à l'union, en particulier pendant les heures sombres de la crise post-électorale de 2010-2011 qui avait conclu la décennie de crise politico-militaire des années 2000. Evoquant l'élection présidentielle de 2020, le chef de l'Etat ivoirien a martelé : « Nous allons gagner » avec le RHDP. Et parlant de sa succession au terme de son deuxième mandat, il a dit : « Nous devons travailler, le président Bédié et moi, pour transférer le pouvoir à une nouvelle génération en 2020 ». Ce qui a suscité des applaudissements nourris dans l'assistance. Présent à l'assemblée générale des Houphouëtistes, Guy Kanga, secrétaire d'une section PDCI à Bouaké, la

deuxième ville ivoirienne, a déclaré : « Moi je veux le rassemblement. Il faut poursuivre les discussions entre les deux présidents (Bédié et Ouattara). On ne veut pas retomber dans la violence ». Le politologue Sylvain N'Guessan, directeur de l'institut de stratégie d'Abidjan, a, quant à lui, commenté : « Il est difficile de parler de grand parti unifié, puisque le RDR se retrouve avec des partis satellites ne représentant que quelques pourcentages de l'électorat. Ce n'est pas ce dont rêvait le président Ouattara. Il a attiré des décideurs du PDCI mais la base de ce parti reste réfractaire ».

Agé actuellement de 76 ans, Alassane

Ouattara avait laissé planer le doute sur son intention de se représenter en 2020 pour un troisième mandat, en principe interdit par la Constitution de 2016 qui n'en autorise que deux. Aujourd'hui, même si la rédaction de cette loi fondamentale laisse un flou juridique sur la question, tout porte déjà à croire que l'actuel président sera candidat à sa propre succession pour avoir déclaré, la semaine dernière, qu'il indiquerait son intention précise lors de son allocution à la nation le 6 août, la veille de la fête de l'indépendance. Quant à Henri Konan Bédié, octogénaire, qui dirige le deuxième grand parti de la coalition au pouvoir, il reste mystérieux sur ses intentions pour 2020.

Nestor N'Gampoula



BCH



BCH



(+242) 22 281 25 88 / 06 892 57 01



bch@bch.cg



PACKAGES AUX PARTICULIERS

Une meilleure traçabilité de vos opérations

Un vrai partenaire

La BCH met à votre disposition ses différents packs

Pack Premium :

- Chéquier
- Carte monétique GIMAC ESSENGO
- Découvert allant jusqu'à 500 000 FCFA
- Assurance Parrainage*



Pack Référence :

- Chéquier
- Carte monétique GIMAC MATONDO
- Découvert allant jusqu'à 250 000 FCFA
- Assurance Parrainage*



Pack Classic :

- Chéquier
- Carte monétique GIMAC MATONDO
- Découvert allant jusqu'à 150 000 FCFA
- Assurance Parrainage*



*Pour 1850FCFA/mois, vous bénéficiez d'une assurance prévoyance vous donnant droit à 1.000.000FCFA.

FORCE DU G5 SAHEL

Un général mauritanien prend le commandement de la force antidjihadiste

Hanena Ould Sidi, chef d'état-major adjoint mauritanien, a été nommé commandant de la force conjointe, succédant ainsi au général malien Didier Dacko, avec pour adjoint le général tchadien Oumar Bikimo, a-t-on appris de sources concordantes.

« Le général Hanena Ould Sidi a été officiellement nommé à la tête de la force conjointe du G5 Sahel », a confirmé une source officielle mauritanienne. Les pays membres du G5 (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad) ont pris la décision de remplacer le général Didier Dacko et son adjoint burkinabè, le colonel-major Yaya Séré, lors d'un sommet de l'organisation régionale, tenu le 2 juillet à Nouakchott, en marge du sommet de l'Union africaine, mais ils s'étaient gardés de l'annoncer officiellement.

Des sources proches du G5 Sahel signalent que cette décision fait suite à un attentat djihadiste, le 29 juin, contre le quartier général de la force conjointe à Sévaré (centre du Mali), qui avait fait trois morts, dont deux militaires maliens de cette force, outre deux assaillants, à trois jours de la réunion des pays de l'organisation régionale.

Le choix du général Ould Sidi à la tête de la force conjointe se justifie non pas seulement parce qu'il a été chef d'état-major adjoint mauritanien, mais aussi du fait qu'il a dirigé dans son pays les renseignements militaires, un domaine dans lequel la force du G5 Sahel montre de nombreuses carences, selon l'ONU et des experts. Quant au commandant adjoint de la force, le général Oumar Bikimo, il a été plusieurs fois chef d'état-major particulier au ministère tchadien de la Défense, commandant du contingent tchadien en Centrafrique, dans le cadre de l'intervention militaire régionale dans ce pays en 2006-2007, puis entre 2008 et 2013. Ce haut gradé de l'armée tchadienne a été choisi à ce poste, entre autres, parce qu'il connaît bien le Mali, pour y avoir commandé les forces tchadiennes envoyées en 2013 pour chasser les djihadistes qui avaient pris le contrôle du nord du pays. Il y avait ensuite servi comme chef adjoint de la force militaire de la Mission de l'ONU (Minusma), en 2015-2016.

Initialement lancé en 2015, le projet de la force conjointe a été réactivé en 2017, avec l'appui de la France qui conduit au Sahel l'opération Barkhane contre les djihadistes. Mais la mise en œuvre du G5 Sahel est marquée jusqu'à ce jour par des problèmes de financement, malgré des promesses de quelque quatre cent vingt millions d'euros.

Nestor N'Gampoula

DÉFENSE

Rapport du parlement français sur les exportations d'armement en 2017

Le texte a été publié au parlement par le ministère français des Armées.

Près de sept milliards d'euros de commande ont été enregistrés par les industries de défense à l'exportation pour 2017, a-t-on appris, en accord avec le respect de la lettre, les traités et les engagements internationaux et l'impératif de transparence. Ce que le rapport considère entre autres, comme un moyen de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive et de prévention de la dissémination des armements conventionnels, compte tenu du rôle économique, mais aussi de la dimension stratégique centrale.

«Créer une relation d'armement avec un pays, ce n'est pas seulement trouver de nouveaux clients, c'est également bâtir un partenariat fondé sur des impératifs stratégiques communs et sur la défense de nos intérêts de sécurité», souligne le rapport. «Mais à l'heure où les menaces sont communes et font fi des frontières, notre autonomie stratégique ne peut plus être uniquement nationale. Nous devons agir ensemble, nous coordonner. La France a choisi son horizon, il est européen», poursuit le rapport. Après des coopérations industrielles, l'Europe des armées est à la recherche d'une cohérence, «pour agir ensemble», s'appuyant d'abord sur leurs propres équipements, une «condition pour renforcer» sa propre industrie» et pour gagner en cohérence et en efficacité opérationnelle. Ce qui passe par le renforcement de son autonomie stratégique.

Noël Ndong

SÉNÉGAL

Plus de 100 migrants sauvés en haute mer par la marine mauritanienne



Des migrants sauvés de justesse de la noyade (DR)

Cent vingt-cinq candidats à l'immigration clandestine, dont sept femmes et plusieurs enfants, se trouvaient à bord d'une embarcation fragile, sans provisions depuis deux jours, et tentaient de se rendre en Espagne, a rapporté le 16 juillet l'Agence mauritanienne d'information.

La marine mauritanienne a sauvé les cent vingt-cinq migrants en pleine mer dans les eaux territoriales mauritaniennes. « L'embarcation transportant les migrants, qui s'est égarée il y a deux jours, a quitté la localité de M'bour au Sénégal il y a dix jours à destination de l'Espagne », a-t-on affirmé de source officielle.

Les passagers ont passé deux jours sans eau et sans nourriture avant d'être secourus par la marine mauritanienne

à hauteur de l'arrondissement de N'diogo, à 250 km au sud de Nouakchott.

Les migrants ont été, par la suite, transférés au centre d'accueil des étrangers en infraction à Nouakchott, d'où ils devront être rapatriés.

Selon le directeur de la surveillance territoriale, « aucun cas de migration à partir du territoire mauritanien n'a été enregistré depuis 2015 en dépit des nombreuses tentatives qui ont toutes été

vouées à l'échec ».

Au cours de ce mois de juillet, une autre vague de cinquante-cinq migrants a été interpellée à Nouadhibou, alors que cent trente-deux autres personnes ont été arrêtées au cours de l'année dernière, selon les services de la surveillance territoriale. Le rôle de la Mauritanie dans la lutte contre l'immigration clandestine a été salué par des partenaires européens, notamment par l'Espagne. Les autorités espagnoles ont affirmé que l'action de la Mauritanie a contribué à réduire considérablement le flux migratoire vers la péninsule ibérique à travers les eaux mauritaniennes et le Sahara.

CAP-VERT

Trente mille personnes touchées par l'insécurité alimentaire

La situation est due à la sécheresse dans le pays, a déclaré, le 15 juillet à Praia, le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva.

Les estimations sont moins élevées que les premières projections selon lesquelles entre cent cinquante mille et deux cent mille personnes seraient confrontées à l'insécurité alimentaire, a précisé le directeur général de l'organisation onusienne devant la presse locale.

Le Cap-Vert a été inclus par la FAO dans la liste des pays qui pourraient avoir besoin d'une aide alimen-

taire d'urgence en raison des effets de la sécheresse et de la mauvaise année agricole qui a frappé le pays en 2017. En 2017, la FAO a soutenu le Cap-Vert en fournissant huit millions de dollars américains, soit seize fois plus que ce qu'elle avait l'habitude d'investir, a rappelé José Graziano da Silva.

Il a, par ailleurs, signé le même jour avec le gouvernement du Cap-Vert un accord de coopération d'un montant de 276 000 dollars américains visant à promouvoir une plus grande résistance des pasteurs et des agriculteurs à des périodes de sécheresse.

Xinhua

INTÉGRATION RÉGIONALE

La BAD et la CEEAC font le point sur le nouveau document stratégique

Le texte, sur lequel travaillent les experts des deux parties depuis le 9 juillet, devra prendre en ligne de compte divers domaines d'intervention pour une meilleure intégration sous-régionale.

Une délégation d'experts de la Banque africaine de développement (BAD), conduite par le représentant résident au Gabon, Robert Masumbuko, est allé faire, le 14 juillet, la restitution des travaux au secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Ahmad Allam-mi. En effet, depuis le 9 juillet, ces experts travaillent avec leurs homologues de la CEEAC sur le nouveau Document stratégique pour l'intégration régionale en Afrique centrale 2018-2025.

L'ambassadeur Allam-mi a instruit l'ensemble des par-

ticipants de tenir compte de tous les domaines d'intervention dans les propositions à formuler à la BAD, notamment les questions d'infrastructures, d'environnement, d'énergie et de l'eau, de l'agriculture, de renforcement de capacités des projets d'éducation, de culture et de la jeunesse sans oublier celle de la réforme institutionnelle qui est aujourd'hui la priorité des priorités.

Le représentant résident de la BAD s'est félicité de la constance du dialogue entre les deux institutions. « Nous sommes pour la concertation étroite avec la CEEAC et saluons l'engagement de la CEEAC à poursuivre avec détermination le processus d'intégration régionale », a précisé Robert Masumbuko.

Yvette Reine Nzaba

COMMERCE

L'Union européenne exhorte Pékin, Moscou et Washington à « éviter le chaos »

Le président du Conseil européen, Donald Tusk, a appelé, le 17 juillet à Pékin, les Etats concernés à ne pas s'engager dans une guerre commerciale, en réponse à Donald Trump qui a qualifié « d'ennemis » l'Union européenne (UE), la Chine et la Russie.

Donald Tusk qui s'exprimait lors du sommet annuel UE-Chine et le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, ont profité de cette rencontre pour resserrer les rangs avec la Chine face au président américain. Chinois et Européens se sont mis d'accord pour créer un groupe de travail qui réfléchira à une réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

« Le multilatéralisme est attaqué, c'est une attaque sans précédent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale », a lancé Jean-Claude Juncker lors d'un entretien avec le président chinois, Xi Jinping. « Nous ne pouvons pas accepter que par des actions unilatérales le système multilatéral soit mis à mal », a-t-il signifié.

Les deux parties doivent « défendre conjointement le multilatéralisme, bâtir une économie mondiale ouverte et contribuer fortement au déve-

loppement de la paix mondiale », a plaidé, pour sa part, le président chinois.

Pékin comme Bruxelles sont dans le collimateur de Washington pour leurs exportations, la Chine faisant depuis dix jours l'objet de droits de douane punitifs de 25% sur trente-quatre milliards de dollars de produits vendus aux Etats-Unis.

« Il est encore temps d'éviter le conflit et le chaos », a déclaré Donald Tusk au Premier ministre chinois, Li Keqiang. « Nous sommes tous conscients que l'architecture mondiale est en train de changer sous nos yeux », a-t-il ajouté, rappelant que « le monde que nous avons construit pendant des décennies (...) a apporté une Europe en paix, le développement à la Chine et la fin de la Guerre froide ».

« Il est du devoir commun de l'Europe et de la Chine, mais aussi de l'Amérique et de la

Russie, de ne pas détruire cet ordre mondial mais plutôt de l'améliorer, et de ne pas engager des guerres commerciales qui ont débouché sur des conflits ouverts si souvent dans notre histoire », a estimé le président du Conseil européen, juste avant le sommet d'Helsinki entre Donald Trump et son homologue russe Vladimir Poutine.

La nécessité de rechercher des solutions fondées sur des règles justes

« Nous sommes face aujourd'hui à un dilemme : soit

« Il est encore temps d'éviter le conflit et le chaos »

jouer la confrontation avec des guerres douanières et des conflits comme en Ukraine et en Syrie, soit rechercher des solutions fondées sur des règles justes », a résumé Donald Tusk.

Un appel au compromis qui contraste avec des déclarations de Donald Trump publiées le 15

juillet. Le président américain a estimé que la Russie, l'UE et la Chine étaient, pour différentes raisons, des « ennemis » des Etats-Unis.

À Pékin, Donald Tusk a appelé les « Chinois mais aussi les présidents Trump et Poutine, à engager conjointement un processus de réforme complète de l'OMC ». Le but d'une éventuelle réforme doit être de « renforcer l'OMC en tant qu'institution » et de « garantir des conditions de concurrence équitables », a précisé Donald Tusk. Ajoutant : « Nous avons besoin de nouvelles règles en matière de subventions au secteur industriel, de propriété intellectuelle et de transferts forcés de technologie, de réduction des coûts des échanges commerciaux ainsi que d'une nouvelle approche du développement et d'un règlement des différends plus efficace. »

Le président du Conseil européen semblait ainsi répondre aux inquiétudes de Washington, qui accuse régulièrement Pékin de « transferts forcés de technologie » en obligeant les entreprises

américaines qui veulent vendre en Chine à créer des co-entreprises avec des partenaires locaux. Le président français, Emmanuel Macron, avait déjà proposé fin mai des négociations internationales pour réformer l'OMC, en commençant par les Etats-Unis, l'UE, la Chine et le Japon. La Chine avait répondu positivement à cet appel et s'était dit « prête à travailler » avec tous les membres de l'OMC pour en rendre les règles « plus ouvertes, plus inclusives, plus transparentes et non-discriminatoires ».

Après leurs premières sanctions contre Pékin, les Etats-Unis ont annoncé la semaine dernière des taxes supplémentaires sur deux cents milliards de dollars d'importations chinoises qui seront appliquées dès septembre.

La Chine avait aussitôt prévenu qu'elle prendrait des mesures de rétorsion en pareil cas. Et le ministère chinois du Commerce a indiqué qu'il avait ajouté ces nouvelles menaces américaines à la plainte en cours contre Washington à l'OMC.

Nestor N'Gampoula et l'AFP

" Enfin au CONGO ! "



Condor

Prenez votre envol !

" SOYEZ
LES
BIENVENUS ! "











- Qualité, Prix, Service après vente assuré

 Camp Clairon, Brazzaville, Congo
en face de la station Puma

 05 035 06 06

www.condor.dz

DIPLOMATIE

Donald Trump conciliant avec Vladimir Poutine à Helsinki

Le président américain a obstinément refusé, le 16 juillet, de condamner Moscou pour l'ingérence dans la campagne présidentielle américaine lors d'un sommet à Helsinki avec son homologue russe, suscitant une vague d'indignation dans son pays pour s'être facilement accordé avec l'homme fort du Kremlin sur ce sujet qui ne cesse de défrayer la chronique.

À l'issue d'un tête-à-tête de deux heures, les deux hommes ont affiché leur volonté d'écrire un nouveau chapitre des relations entre Washington et Moscou. Mais c'est l'attitude du 45^e président des Etats-Unis sur la question brûlante de l'ingérence russe dans la campagne 2016, attestée de façon unanime par les enquêteurs du FBI et les agences américaines du renseignement, qui a provoqué la stupéfaction. Encore le 16 juillet, le chef du renseignement, Dan Coats, a confirmé ces certitudes. « J'ai écouté le président Poutine qui vient de dire que ce n'était pas la Russie (...) Et je ne vois pas pourquoi cela le serait », a lancé Donald Trump, laissant entendre qu'il était plus sensible aux dénégations du dirigeant russe qu'aux conclusions de ses propres services. « Le président (Poutine) conteste avec force », a-t-il insisté.

Lors de son vol de retour de la capitale finlandaise, le président américain a pu constater les

conséquences de ses égards vis-à-vis de son homologue russe, se retrouvant vertement critiqué jusque par des ténors du parti républicain. Le sénateur républicain, John McCain, a ainsi dénoncé « un des pires moments de l'histoire de la présidence américaine ». La vague d'indignation, d'une rare intensité, a conduit le président américain à assurer qu'il gardait une « immense confiance » dans ses services de renseignement. « Toutefois, je dois aussi reconnaître qu'afin de construire un avenir meilleur, nous ne pouvons pas nous tourner exclusivement vers le passé - étant les deux plus grandes puissances nucléaires mondiales, nous devons nous entendre ! », a-t-il ajouté sur Twitter.

Le milliardaire américain, au pouvoir depuis dix-huit mois, affiche de longue date l'espoir de nouer une relation personnelle avec Vladimir Poutine, un ex-officier du KGB qui dirige la Russie depuis 2000. Donald Trump doit réaliser que « la Russie n'est pas notre alliée », a lancé le chef de file des républicains au Congrès américain, Paul Ryan.

Le chef de l'opposition démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a lui aussi accusé le président de la première puissance mondiale de s'être montré « irréfléchi, dangereux et faible » face à son homologue russe. Nancy Pelosi, chef de l'opposition démocrate à la Chambre des représentants, a évoqué, pour sa part, « un triste jour pour l'Amérique ».

Vladimir Poutine, qui a une nouvelle fois nié toute ingérence, souhaitait-il voir Donald Trump l'emporter face à la démocrate Hillary Clinton ? « Oui », a répondu ce dernier sans détour. Raison avancée ? « Il parlait de normalisation des



Trump conciliant avec Poutine à Helsinki (DR)

relations russo-américaines. » L'enquête menée à Washington sur l'interférence russe en faveur de Donald Trump dans la campagne présidentielle de 2016 a été relancée de façon spectaculaire, à trois jours du sommet, par l'inculpation de douze agents du renseignement russe accusés d'avoir piraté les ordinateurs du parti démocrate.

« Cette enquête (...) qui a eu des conséquences négatives sur les relations des deux premières puissances nucléaires du monde », a déclaré le patron de la Maison-Blanche, aux côtés duquel se tenait le président russe. « Nous avons mené une campagne remarquable et c'est la raison pour laquelle je suis président », a-t-il ajouté.

Vladimir Poutine a ensuite réclamé, sur la chaîne américaine Fox News, que les relations américano-russes ne soient pas « prises en otages » par cette enquête, manifestation à ses yeux d'une « lutte politique interne aux Etats-Unis ».

Il a ainsi donné raison à Donald Trump qui, peu avant la première poignée de main, avait de manière surprenante de la part d'un président américain attribué dans un tweet les mauvaises relations entre Washington et Moscou à... « des années de stupidité de

la part des Etats-Unis » et à la « chasse aux sorcières » menée selon lui par le FBI qui enquête sur l'ingérence russe.

La volonté des deux dirigeants d'aller de l'avant

Désireux de donner une image positive de leur rencontre, les deux dirigeants aux parcours très dissemblables ont insisté sur leur

l'homme fort du Kremlin. Mais les deux hommes seront restés avariés de détails.

Arrivé à Helsinki en milieu de journée après avoir assisté à Moscou à la victoire de la France en Coupe du monde, Vladimir Poutine a offert un ballon de foot au magnat de l'immobilier, visiblement ravi. « Maintenant la balle est dans votre camp », s'est amusé le chef

« Maintenant la balle est dans votre camp »

volonté d'aller de l'avant. « J'espère que nous avons commencé à mieux nous comprendre », a estimé Vladimir Poutine, évoquant des pourparlers « très réussis et très utiles », tandis que Donald Trump louait un dialogue « direct, ouvert et très productif ».

Interrogé sur les rumeurs faisant état de dossiers compromettants détenus par Moscou sur son homologue américain, le président russe les a écartées d'un revers de manche. « Il serait difficile d'imaginer une plus grande absurdité ! Sortez-vous ces idioties de la tête », a-t-il lancé.

De la Syrie à la Crimée, nombre de diplomates et d'analystes redoutaient que Donald Trump ne fasse une série de concessions à

de l'Etat russe, déclenchant les rires du président américain qui a promis de l'offrir à son fils Barron, âgé de 12 ans.

Donald Trump, comme ses prédécesseurs démocrates et républicains, avait, bien sûr, déjà rencontré Vladimir Poutine. Mais le format de la rencontre et son timing faisaient du face-à-face d'Helsinki un rendez-vous à part.

Le sommet est la dernière étape d'un voyage d'une semaine en Europe au cours de laquelle le magnat de l'immobilier a tiré à boulets rouges sur ses alliés - Allemagne en tête - tout en se tenant soigneusement à l'écart de toute critique à l'encontre du président russe.

Nestor N'Gampoula et l'AFP

« Toutefois, je dois aussi reconnaître qu'afin de construire un avenir meilleur, nous ne pouvons pas nous tourner exclusivement vers le passé - étant les deux plus grandes puissances nucléaires mondiales, nous devons nous entendre ! »



34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya

FRET AÉRIEN & MARITIME
ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE

FRANCE / EUROPE
AFRIQUE / ASIE
MOYEN-ORIENT





Avec ou sans
dédouanement

BRAZZAVILLE
POINTE-NOIRE
KINSHASA
MATADI, BOMA

Contact Paris : DJAMEL

+ 331 44 92 90 90

+ 336 65 47 06 06

34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya

✉ ttnplus.wanadoo.fr

Contact Brazzaville : Lydie

+242 06 605 91 69

+242 05 522 49 99

Contact Kinshasa : Goga

+243 080 847 72 04

ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE DE POINTE-NOIRE

La signature de la convention de développement prévue en septembre

Le document sera paraphé en marge du Forum sur la coopération sino-africaine qui aura lieu dans deux mois à Beijing, a annoncé, le 17 juillet à Brazzaville, le ministre de tutelle, Gilbert Mokoki, à l'issue d'un échange avec l'ambassadeur de Chine au Congo, Ma Fulin.

« Le chronogramme sera respecté et nous espérons démarrer les travaux en janvier 2019. La convention de développement de la zone économique spéciale de Pointe-Noire sera signée en septembre », a-t-il déclaré.

« il y aura de nouvelles mesures et politiques à adopter. Ce sera une grande opportunité pour redynamiser, consolider et faire encore davantage dans la coopération entre la Chine et l'Afrique dans cette nouvelle ère »



Le ministre Gilbert Mokoki et l'ambassadeur de Chine, Ma Fulin (Adiac)

« La commission nous rendra compte de la fin des travaux et du résultat de l'enquête pour que nous établissions, au niveau du gouvernement, un calendrier des expropriations

afin que soit disponible en septembre ou au plus tard en octobre le premier périmètre de 812 hectares », a ajouté le ministre Mokoki.

Après les expropriations, la société

qui sera chargée de développer le projet entamera les travaux d'aménagement et de construction des infrastructures de base, afin de permettre l'implantation de la zone économique spéciale

de Pointe-Noire. De son côté, le diplomate chinois a estimé qu'il s'agit d'un important projet portant sur la construction d'un grand complexe qui concerne beaucoup de domaines d'activités. Il a salué les travaux opérés par la partie congolaise sur le site situé dans le département du Kouilou, au bord de l'Océan atlantique.

S'agissant du prochain sommet des chefs d'Etat d'Afrique et de Chine, Ma Fulin a signifié qu'« il y aura de nouvelles mesures et politiques à adopter. Ce sera une grande opportunité pour redynamiser, consolider et faire encore davantage dans la coopération entre la Chine et l'Afrique dans cette nouvelle ère ».

Le président Denis Sassou N'Guesso fait partie des chefs d'Etat africains devant participer à ce sommet de la capitale chinoise. La zone économique spéciale de Pointe-Noire est la première à mettre en place sur les quatre que le gouvernement entend implanter dans le pays, notamment à Brazzaville, Oyo-Ollombo et Ouessou. Elle devrait permettre de diversifier l'économie congolaise et de créer quelque cent mille emplois directs et indirects.

Christian Brice Elion

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Des étudiants en Sciences de la vie et de la terre édifiés sur la préservation de l'environnement

L'Institut national de recherche et d'action pédagogiques (Inrap) a organisé, le 15 juillet, une conférence-débat sur le développement durable pour permettre aux étudiants de la filière concernée de mieux assimiler les notions de base afin de bien les transmettre aux élèves lorsqu'ils seront sur le terrain.

Cinquante étudiants de la filière Sciences et vie de la terre à l'Ecole normale supérieure de l'Université Marien-Ngouabi ont pris part à l'échange placé sur le thème « La préservation de l'environnement et le développement durable ». Développant le thème, le conférencier, Alfred Emanuel Mabiála, expert à l'Inrap, a dissocié l'environnement du développement durable. Il a signifié aux étudiants que le concept environnement se définit différemment selon les auteurs. Il sous-entend l'ensemble des éléments naturels et artificiels au sein duquel se déroule la vie humaine.

S'il est mal géré par l'homme, l'environnement, a-t-il signifié, subit une pollution nocive pour la vie humaine, expliquant qu'il existe

cependant trois types de pollution : la pollution de l'air, du sol et de l'eau. La pollution de l'air, a-t-il précisé, est le rejet dans l'atmosphère des gaz dits à effet de serre, causés par l'activité humaine.

Le conférencier a relevé que l'activité industrielle constitue la première source de pollution au monde. Elle génère à elle seule

52% d'émissions des gaz, suivie des transports représentant 17% et de l'agriculture qui pollue l'atmosphère à 10%.

C'est, en effet, a-t-il notifié, toutes ces pollutions qui entraînent les changements climatiques, avec pour conséquence le réchauffement climatique, notamment la hausse de température causant

ainsi la destruction de la biodiversité.

Pour contenir ce phénomène, d'après Alfred Emanuel Mabiála, la meilleure riposte est l'utilisation des énergies renouvelables, la création des aires protégées et parcs nationaux ainsi que le traitement des érosions.

Abordant le concept développe-

ment durable, cet ancien enseignant l'a défini comme étant un mode de développement répondant aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Celui-ci repose sur trois piliers essentiels : l'environnement, le social et l'économie. Il a dit aux étudiants qu'on ne peut parler de développement durable que quand ces trois notions sont respectées.

Pour les étudiants, cet échange a été la bienvenue car il leur a permis d'assimiler des notions de base sur les concepts environnement et développement durable. « Je suis très ravie d'avoir participé à cette conférence-débat. Elle m'a permis d'intérioriser des notions de base en ce qui concerne le respect de l'environnement et le développement durable. Je suis désormais outillée pour bien les transmettre à mes élèves le jour où je serai sur le terrain », a affirmé l'étudiante Ultima Kounkou.

Cette causerie-débat a été patronnée par le directeur général de l'Inrap, Augustin Nombo.

Firmin Oyé



Photo de famille(Adiac)

CONGO/ETATS-UNIS

Les deux parties envisagent un plan d'action de traitement de la drépanocytose

Le projet a fait l'objet, le 16 juillet, d'un échange entre l'Association américaine contre la drépanocytose et l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Gusso, présidente de la Fondation Congo-Assistance.

La délégation américaine, conduite par Beverly Francis Gibson, a exprimé son désir de travailler avec la Fondation Congo-Assistance pour finaliser, en décembre prochain, un plan d'action pouvant améliorer le traitement des enfants drépanocytaires.

« Tout commence par l'éducation. Les gens ont besoin d'être instruits et éduqués sur cette maladie. Nous avons ramené quelques brochures qui pourront être traduites en français, afin de les appliquer au contexte du pays. Il y a aussi un support technique dont les gens ont besoin et autres choses qui peuvent être faites. De notre côté, nous avons déjà commencé le travail », a expliqué Beverly Francis Gibson, au sortir de l'audience.

Venue à Brazzaville pour assister au neuvième congrès d'hématologie, la délégation américaine a eu l'occasion de visiter



Antoinette Sassou N'Gusso s'entretenant avec la délégation américaine / Adiac

le Centre national de drépanocytose construit dans l'enceinte du Centre hospitalier et universitaire.

« Nous avons apprécié ce centre et nous nous sommes plongés dans l'univers des patients et avons constaté que tout a été pris en compte pour leur permettre de suivre leur traitement dans des conditions optimales. Rien n'a été laissé au hasard. Tout a été étudié », a déclaré la présidente de cette association.

D'après le Pr Alexis Eliras Dokéki, présent à cette audience, les deux parties envisagent également de monter un projet de recherche pour le diagnostic avant la naissance, un projet que l'épouse du chef de l'Etat tient à cœur.

« Au lieu de séparer les couples, il est possible qu'avant une grossesse agréée ne dépassant pas douze semaines, que l'on sache l'état de santé du bébé. Cette association américaine pourra nous aider à trouver le

matériel et les ressources humaines nécessaires pouvant nous permettre de détecter, en quarante-huit heures, si l'enfant à naître sera total ou partiel », a-t-il expliqué, précisant que « ces engagements ne sont pas théoriques ».

Rappelons que c'est en 2015 que la présidente de la Fondation Congo-Assistance, Antoinette Sassou N'Gusso, avait établi un partenariat avec Sickle Cell Disease Association of America, INC, et le Centre national de

l'université d'Howard. En 2017, elle avait sollicité l'appui des Etats-Unis pour la mise en œuvre au Congo d'un programme cohérent et pratique dans le cadre de la lutte contre cette maladie génétique.

À cette occasion, elle avait fait une déclaration dont voici un extrait : « Le Congo mon pays, qui a plus de 25% de sa population porteuse du trait de la maladie, ne peut, malgré toute notre bonne volonté, réussir seul à mettre en place des mécanismes de sensibilisation, de recherche et de prise en charge de cette pathologie. Je vous prie mes frères et amis congressmen de bien vouloir transmettre à votre institution, les cris des malades africains qui aimeraient bénéficier des avancées américaines dans la lutte contre la drépanocytose ».

Maladie chronique grave d'origine génétique, la drépanocytose atteindrait chaque année plus de trois cent mille enfants en Afrique subsaharienne, à savoir 25 à 30% de formes hétérozygotes dans certaines régions et un enfant sur cent est hétérozygote.

Yvette Reine Nzaba

DISPARITION

Pierre Ernest Abandzounou a reçu des adieux dignes de la nation

Décédé le 3 juillet à Brazzaville, des suites d'une maladie, l'ancien ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo en Guinée équatoriale a été inhumé hier, à Brazzaville. Auparavant, la République lui a rendu un hommage mérité, en présence du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Gusso.

Né en 1946 à Djambala, dans le département des Plateaux, Pierre Ernest Abandzounou n'a pas survécu à la voracité de la maladie qui le rangeait depuis un moment. Le 17 juillet, le chef de l'Etat, les présidents des institutions parlementaires et

constitutionnelles, les membres du gouvernement et bien des responsables congolais se sont inclinés tour à tour sur sa dépouille, en signe de reconnaissance.

L'oraison funèbre rendue publique à l'occasion, par le mi-

nistre des Affaires étrangères et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, a retracé un riche parcours scolaire, professionnel et politique de l'homme. Alors qu'il était encore gamin sous la chaleur parentale, le jeune Abandzounou

est inscrit à l'école officielle de Djambala où il a arraché brillamment, en 1961, son Certificat d'études primaires élémentaires.

Par manque de structures scolaires sur place, il immigre à Brazzaville, pour continuer son cursus scolaire au Collège d'enseignement général Nganga-Edouard, dans lequel il boucle, en 1969, ce cycle avec un Brevet d'études moyennes générales en poche.

Très assidu et endurant, il est orienté au lycée Pierre-Savorgnan-De Brazza où il enjambe aisément les classes, jusqu'à décrocher son baccalauréat littéraire en 1971.

Devenu étudiant, Pierre Ernest Abandzounou est admis à l'Institut national de l'éducation, cycle professionnel qu'il a encore achevé avec succès, en obtenant, en 1976, le Certificat d'aptitudes professionnelles du collège d'enseignement général, diplôme qui l'oriente à l'enseignement.

Un an plus tard, notamment en 1977, le désormais enseignant de formation empoche une li-

cence d'histoire. Ce diplôme universitaire lui ouvre les portes de l'Europe, précisément l'Université de Poitiers en France. Il en sortit avec un doctorat de 3^e cycle en histoire et civilisations, obtenu en 1984.

De retour au pays, l'historien fut facilement identifié dans l'administration publique dans laquelle il amorça une riche carrière professionnelle et politique. En grimpant les échelons, l'illustre disparu a occupé plusieurs postes administratifs et politiques jusqu'à assurer, de 2005 à 2007, les fonctions de ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique. Façonné par feu Charles David Ganao, sous lequel il a enrichi son expérience politique, Pierre Ernest Abandzounou s'était retrouvé au Parti congolais du travail où il était devenu membre du comité central.

Jusqu'à ce qu'il rende son dernier souffle, il était ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo en Guinée équatoriale. Il laisse une veuve et des enfants.

Firmin Oyé



Le président de la République s'inclinant devant la dépouille de l'illustre disparu / Photo Adiac

LIVRE

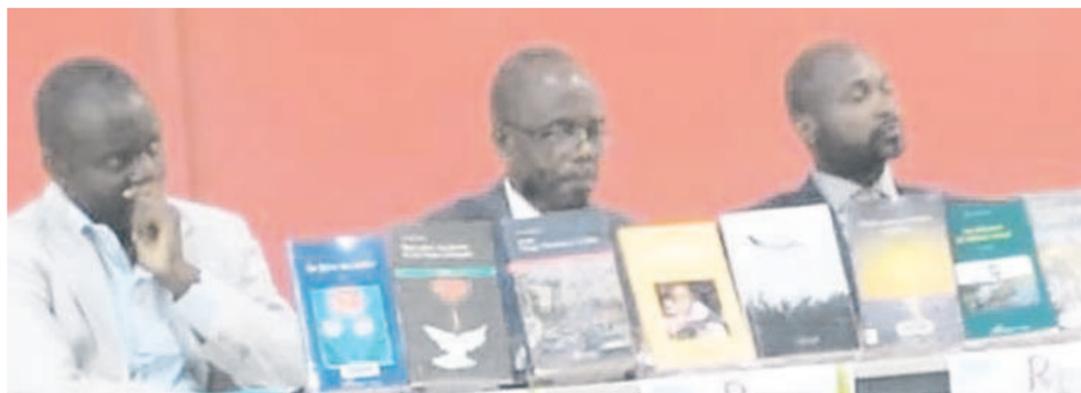
«Un bébé pas comme les autres» de Pierre Ntsemou

Édité à L'Harmattan Congo- Brazzaville, le roman est un bel hymne à l'humanisme et traduit l'état psychologique d'un peuple politiquement et spirituellement conquis par le colonisateur occidental. Il a été présenté et dédié récemment à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville.

Avec ses 141 pages, le livre de Pierre Ntsemou contient plusieurs chapitres, tels que «Un bébé pas comme les autres» ; «Un héritage singulier» ; «La fille du gouverneur» ; «Chaleur tropicale» ; «Bébé, la plume percutante» ; «Les poux du gouverneur» ; «Ponts et chaussées, fesses et péchés» ; «Le septième ciel»..., sans oublier l'avant-propos, la préface et la postface.

Intéressant comme titre «Un bébé pas comme les autres», intéressant également dans son contenu, cet ouvrage montre la qualité de la plume de son auteur qui n'est autre que le saint Pierre des mots comme aiment l'appeler ses intimes. C'est, d'ailleurs, ce que reconnaît le préfacier Obambe Boundze-Ngakosso. « En lisant ce roman, avec la minutie requise pour un homme comme lui, j'ai eu la confirmation qu'outre ses talents de poète, de jongleur des mots, de fictionniste, le commerce de ce livre est une ode à l'humanisme et je n'en suis pas surpris car chaque fois que je côtoie l'auteur de ce texte puissant, je ressens en lui de l'humain et je regrette que, par la force de nos lois, frappé par cette fâcheuse limite d'âge, il n'ait été contraint de déposer bâtons de craie, stylos rouges et s'éloigner du tableau noir pour écrire une nouvelle page de sa vie », écrit le préfacier.

Comme l'indique le quatrième de



Pierre Ntsemou (au centre) lors de la présentation et dédicace de l'ouvrage (Adiac)

couverture, «Un bébé pas comme les autres» est le roman d'une époque : la rude époque coloniale ou l'âge d'or du moustique et de la mouche tsétsé, triste époque où la cruauté coloniale allait jusqu'à lâcher des chiens contre les indigènes pour jouir du spectacle de leurs battements de cœur ou de voir des morceaux de chair entre les crocs des molosses. Ce livre traduit l'état psychologique d'un peuple politiquement et spirituellement conquis par le colonisateur occidental et son affidé, le missionnaire concupiscent, chacun œuvrant dans un but bien précis : primo, pérenniser la domination européenne et l'exploitation des ressources naturelles en Afrique ; secundo, cacher la vérité historique des exactions coloniales dans les programmes d'histoire africaine enseignés dans les écoles tout en

infantilisant le Noir.

Pourtant, il n'empêche ! Ce livre est un bel hymne à l'humanisme fédérateur de toutes les races, écrit avec un humour chaleureux,

qu'est le nom. « Pourquoi donc les Blancs et leur saccage de la civilisation divine, ont-ils imposé cette mode de voir les prénoms chrétiens voler la vedette aux

un sourire contagieux et un irrésistible rire délicieux quand défilent, silencieux, des aventures et des actes vicieux, sous la plume sublime et merveilleuse de l'auteur, virtuose du jeu de mots, ce qui lui a valu d'être appelé affectueusement « le saint Pierre des mots ». Des mots qui valsent, swinguent, s'embrassent et vous foudroient le cœur et bousculent la claudicante raison, dans une narration effrénée pleine de suspense. Un roman stupefiant de beauté et de bonté en partage qu'on lit avec plaisir sans désir de s'arrêter un seul instant. Epoustouffant !

Postfaçant ce roman, Ramsès Bongolo, écrivain, panafricaniste, critique littéraire, éditeur, a indiqué qu'«Un bébé pas comme les autres» pose des questions non négligeables, à l'instar de la priorité accordée au prénom colonial au détriment de la racine identitaire

noms authentiques ? », s'est-il interrogé.

Comme «Cœur d'Aryenne» de Jean Malonga, le roman de Pierre Ntsemou exhume le mal colonial, le côté obscur du « civilisateur ségrégationniste » qui, sous le prétexte fallacieux de la civilisation et de la christianisation, organisa une opération vaste et pérenne, consistant à infliger à l'Africain un chapelet d'humiliations tout en le contraignant, à son corps défendant- et sans aucune contrepartie financière – à exécuter de pénibles travaux au profit de l'Europe.

En définitive, conclut Ramsès Bongolo, ce dispositif littéraire est un outil à mettre à la disposition de ceux qui désirent se faire une idée de la vie des nègres à l'époque coloniale. Les inconditionnels de la poésie y trouveront la salade de rimes indissociables à la plume de Pierre Ntsemou, pour qui la magie

des mots et l'art de la rhétorique subtile sont une marque de fabrique.

Dans son avant-propos, l'auteur donne à haïr son prochain au point de le combattre, d'en faire l'objet de luttes fratricides pour une place au soleil de la vie, « que nous trouvons en venant et qui survivra à notre passage- pas sage du tout- chacun à son tour sur cette terre ? Taire notre haine, notre rage sourde, vis-à-vis de nos sœurs et frères de l'univers est notre rêve, que nous partageons ici, pour que l'humanisme soit l'hymne national d'abord, international ensuite et universel enfin, établi en seigneur et maître au cœur de l'humain ».

Les personnages principaux de cet ouvrage sont Belange Beklam, héros ; Ignace Lakolère de Chantilly, anti-héros ; Venin Alsec, personnage adjuvant.

Qui est l'auteur de cet ouvrage ?

Pierre Ntsemou est né au Moyen-Congo (Congo-Brazzaville), le 15 juin 1956. Passionné par les lettres et l'écriture, il a roulé sa bosse près de quarante ans dans le sacerdoce de Montagne qui l'a attaché aux livres et dont il a partagé l'amour et les vertus aux apprenants, avant d'embrasser une carrière d'écrivain comme poète, nouvelliste, dramaturge et romancier. Lauréat de plusieurs prix littéraires, nationaux et internationaux, «Un bébé pas comme les autres» est son huitième livre.

Bruno Okokana

PARTENARIAT STRATÉGIQUE

La Suède alloue 48 millions de dollars supplémentaires à l'Unesco

La quote-part du pays s'inscrit sur une période de quatre ans, en plus de sa contribution ordinaire au budget de l'agence onusienne.

D'après un communiqué de l'Unesco du 10 juillet, le nouvel accord stratégique entre la Suède et l'Unesco met l'accent sur les domaines clé tels que l'éducation, la liberté d'expression, la promotion des libertés fondamentales et de la diversité des expressions culturelles. Cet accord est sans précédent en ce sens qu'il réserve au secteur de l'éducation de l'Unesco l'équivalent de trente-cinq millions de dollars sur plusieurs années, utilisables de manière flexible, pour atteindre les résultats fixés par le Programme et budget de l'Unesco 2018-2021 et renforcer par conséquent sa contribution à l'agenda 2030.

« Dans les périodes difficiles, il ne convient pas seulement de protéger les droits humains mais aussi de les promouvoir activement », a déclaré l'ambassadeur Annika Markovic, représentante permanente de la Suède auprès de l'Unesco, lors de la signature de l'accord. « La Suède considère que l'Unesco est une voix influente sur la scène internationale en matière des droits de l'homme dans ses domaines de compétence », a-t-elle ajouté.

Pour le chef de l'unité multilatérale de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Anders Rönquist, cet accord vient couronner une

collaboration de longue date entre la Suède et l'Unesco. « Nous avons observé un engagement en faveur de la réforme et des améliorations dans la mise en œuvre du programme de l'Unesco au cours des dernières années et nous nous félicitons de l'adoption d'une politique fondée sur des résultats », a-t-il poursuivi.

La bénéficiaire, Audrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco, s'est exprimée en ces termes : « Je suis profondément reconnaissante à la Suède pour son soutien exceptionnel et la confiance significative qu'elle témoigne à l'Organisation », soulignant qu'elle s'est réjouie que ce soutien vienne couronner une évaluation constructive et positive et marque un niveau de confiance élevé de la Suède envers l'Unesco. « Toutefois, cette nouvelle contribution extrabudgétaire de la Suède fait suite à la récente évaluation organisationnelle de l'Unesco, qui montre l'importance et la pertinence de la fonction normative de celle-ci et reconnaît le caractère unique de son mandat. Le soutien de la Suède à l'action de l'Unesco témoigne d'une confiance importante dans le travail de l'Organisation et vise à créer un précédent pour les autres donateurs », a-t-elle déclaré.

Guillaume Ondzé

ALGÉRIE

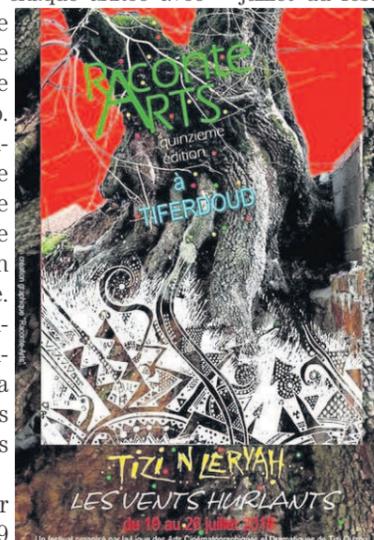
Jorus Mabilia au 15^e Festival itinérant Raconte-Arts

Arrivé à Alger depuis le 10 juillet pour un périple du conte qui le mènera en grande et petite Kabylie avant d'atteindre Belabess en passant par Oran, le conteur congolais, en route pour le Festival Kabyle, voyage avec pour principal bagage le livre «Un conteur noir en Kabylie» de Julien Pescheur, paru aux Editions Safraber.

Fidèle parmi les fidèles du Festival des arts itinérants fondé en 2004 pour redynamiser des territoires délaissés, Jorus Mabilia revient en Algérie chaque année avec la même volonté de conter au public la vie de la faune et de la flore du Bassin du Congo. Ce festival pluridisciplinaire est à l'image du «Mbongui», aime rappeler l'initiateur de la Nuit du conte d'Oran à Marseille, en France. En Kabylie, faute d'infrastructures, les festivaliers investissent la rue ou les lieux publics facilement accessibles aux spectateurs.

Le point d'orgue pour cette édition du 19

au 26 juillet, au village Tiferdoud, dans la commune d'Ilfarhounène, 70 km au sud-est de Tizi-Ouzou autour du thème « Vents hurlants », outre son tour de contes classiques, le conteur congolais dédicacera le livre «Un conteur noir en Kabylie» de Julien Pescheur, créateur des Editions franco-berbères « Sefraber ». Ce livre relaie l'expression culturelle plurielle des œuvres du conteur congolais. Il donne aux lecteurs des outils pour mieux appréhender la teneur par ses origines de la brousse et de la forêt. Durant les deux dernières semaines de juillet du festival itinérant de la musique



et des arts organisé par la Ligue des arts cinématographiques et dramatiques de Tizi-Ouzou, Jorus Mabilia va à nouveau côtoyer comédiens, musiciens, écrivains, au total quatre cent vingt inscrits dont une centaine d'étrangers se mêlant au public sans aucun esprit de star-système. Il prestera comme à son habitude, pour subjuguier le public avec, entre autres, l'histoire d'éléphant en Kabylie ou les fables de la Fontaine à la version « congolaise ».

Marie Alfred Ngoma

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

HEC Paris consolide sa présence sur le continent africain

L'institution a annoncé la nomination d'Alexis John Ahyee, 45 ans, au poste de directeur général du bureau pour l'Afrique de l'ouest et centrale.

La nomination intervient alors que l'institution s'appête à inaugurer, à Abidjan, son premier bureau en Afrique de l'ouest, dont l'objectif sera de promouvoir et développer ses activités dans la sous-région, plus particulièrement dans le domaine de l'Executive education.

Titulaire d'un DESS en commerce international et logistique de l'Université de Perpignan, Alexis Ahyee a obtenu deux certificats en Executive education à Harvard University (2017) et l'IESE Business School (2012).

Ce Béninois de 45 ans compte à son palmarès vingt ans d'expérience professionnelle en marketing, supply chain et gestion des ressources humaines. Après un début de carrière au sein de la direction des opérations d'Ecobank, il a occupé des fonctions de direction Pays, direction régionale dans des multinationales telles que British American Tobacco. Il a, par ailleurs, conduit de nombreux projets dans la grande

distribution, la publicité, le digital dans le cadre de son expérience entrepreneuriale.

Avant de rejoindre HEC Paris à Abidjan, Alexis Ahyee a été directeur des programmes courts et sur mesure de la MDE Business School et a également été chargé d'enseignement de People management et de leadership.

« HEC Paris est un acteur internationalement reconnu dans le domaine de l'enseignement supérieur en management. L'ouverture du bureau de l'Afrique de l'ouest et centrale concrétise la volonté de répondre à une demande croissante des dirigeants en Afrique qui souhaitent accéder à des formations d'excellence. Je suis honoré de pouvoir accompagner ce développement sur le continent et mettrai tout en œuvre pour valoriser les talents africains et faire grandir la marque HEC Paris », se réjouit Alexis John Ahyee.

« L'engagement d'HEC Pa-



Alexis John Ahyee

ris en Afrique s'inscrit sur le long terme. Nous sommes un partenaire des économies et des réussites africaines, en mettant à leur disposition notre expertise et en contribuant à la formation

des dirigeants. Le bureau pour l'Afrique de l'ouest et centrale constitue ainsi une étape cruciale. Il est le signe que l'Afrique et ses dirigeants sont totalement intégrés aux chaînes de valeurs

mondiales », déclare François Collin, directeur international d'HEC Paris.

A propos d'HEC PARIS

Spécialisée dans le domaine de l'enseignement et de la recherche en management, HEC Paris offre une gamme complète et unique de formations aux décideurs de demain : le programme de la Grande école, les masters spécialisés, les MSc, la Summer school, le MBA, l'Executive MBA, Trium global executive MBA, le doctorat et une large gamme de programmes pour cadres et dirigeants. Créée en 1881 par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, HEC Paris, membre fondateur de l'Université Paris-Saclay, rassemble cent huit professeurs chercheurs, plus de quatre mille cinq cents étudiants et huit mille cadres et dirigeants en formation chaque année. HEC Paris est classée 2e business school dans le classement général des business schools européennes, publié par le Financial Times en décembre 2017.

La Rédaction

FORMATION À DISTANCE

Recyclage des universitaires sur la scénarisation pédagogique

Le vice-recteur de l'Université Marien-Ngouabi chargé des Affaires académiques, le Pr Jean Maurice Ouamba, a indiqué, le 13 juillet, que les Technologies de l'information et de la communication (TIC) deviennent une exigence et un critère d'évaluation dans l'enseignement supérieur.

Jean Maurice Ouamba a fait sa déclaration lors de la clôture de l'atelier sur le thème « Les fondamentaux de la scénarisation pédagogique », organisé par l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) au Campus numérique.

Selon lui, l'utilisation des TIC devient une exigence et un critère important d'évaluation pour une inscription aux listes d'aptitudes aux différentes fonctions de l'enseignement supérieur.

L'atelier avait pour rôle de concevoir les formations efficaces en ligne en articulant, de façon structurée et pertinente, les connaissances visées et les activités proposées aux apprenants, développer la capacité des

apprenants à innover en intégrant de nouvelles approches pédagogiques. Le facilitateur de la formation, Peter Kidoudou, a donné les enseignements sur les techniques de mise en ligne des cours. Selon lui, les universitaires utilisent déjà l'outil internet mais ne sont pas habitués aux techniques de la scénarisation (découpage des cours en séquences pédagogiques). « Au sortir de cette formation, les apprenants seront à mesure d'établir les scénarios et d'améliorer certaines choses. L'inquiétude se situe au niveau de l'accès à l'outil internet afin de permettre aux étudiants de consulter régulièrement les cours », a-t-il dit.

Alain Fernand Loussakoumounou,

maître-assistant au Cames, apprenant à cet atelier, a salué l'initiative de l'AUF. « Les enseignements ont été de bonne qualité, surtout avec l'évaluation des enseignants au niveau du Cames et aussi au niveau de la capacité à innover en termes de pédagogie universitaire. Nous avons des cours caducs qui nécessitent d'être mis à jour et publiés pour être consultés par un large public », a-t-il indiqué.

De son côté, Brice Mohondabéka, enseignant de littérature francophone à l'Ecole nationale supérieure, a ajouté que tout est possible aujourd'hui de mettre les cours en ligne et créer un espace pour ses enseignements. « La formation a été très capitale en termes d'amélioration des cours, la visibilité des cours entre les enseignants, la distance avec les étudiants, de pléthore des classes ainsi que d'échange entre les enseignants et leurs étudiants et bien d'autres », a-t-il déclaré.

Notons que l'AUF organise de plus en plus des formations à Brazzaville. Parmi celles-ci, figurent la sensibilisation des agents des différentes administrations aux offres des formations à distance, la formation sur la création et la gestion de site ainsi que la formation des documentalistes sur les ressources éducatives libres et la nouvelle version du méta portail de l'initiative pour le développement du nouvel espace universitaire.

Lydie Gisèle Oko

ASSISTANCE SOCIALE

Ninon Pachel Gouamba vient en aide aux jeunes de Talangai

Le président de la Fondation éponyme a offert, le 14 juillet à Brazzaville, un don de kits de cabines téléphoniques à de nombreux jeunes du sixième arrondissement, notamment ceux du quartier Mikalou.



Ninon Pachel Gouamba plaçant un des kits (Adiac)

Le geste s'inscrit dans le cadre de la « Dynamique sounga jeune », autrement dit l'initiative pour aider les jeunes, menée depuis quelques mois par la Fondation Ninon-Pachel-Gouamba, a expliqué son président. Le don est composé de téléphones, parasoleils, tabliers, shops de cabine et bien d'autres. Selon le donateur, cela est pour lui une façon d'encourager ces jeunes car nombreux d'entre eux manifestent la volonté d'exercer une activité mais les moyens leur font défaut pour démarrer leurs projets. « C'est en tant que grand-frère que j'ai accompli ce geste pour les assurer qu'ils ne sont pas abandonnés à eux-mêmes, me référant au plus grand commandement des écritures saintes qui est l'amour », a-t-il déclaré.

Ninon Pachel Gouamba a, en outre, annoncé que ce genre d'action ne se limitera pas qu'aux jeunes. Il a fait part de sa volonté d'aider également

des femmes qui exercent le petit commerce, annonçant par la même occasion l'ouverture prochaine d'un centre de coupe et couture pour les jeunes filles mères.

Au terme de la remise du don, Serge Mongo, un des bénéficiaires, a remercié Ninon Pachel Gouamba, avouant que c'est pour lui une première du genre d'être aidé par une personne qu'il ne connaissait pas. « Les mots me manquent pour m'exprimer. Je gère quatre cabines téléphoniques à peine six mois installées. Ce que j'ai reçu me permet de renforcer mon activité sans complexe », a-t-il dit.

Rappelons que la Fondation Ninon-Pachel-Gouamba accomplit régulièrement plusieurs actions sociales en faveur de la population. Parmi celles-ci, le don de sang, l'assistance aux personnes vulnérables, l'assainissement des marchés.

L.G.O.



Les apprenants en pleine activité(Adiac)

DROITS HUMAINS

Les gendarmes sensibilisés aux violences faites aux femmes et aux filles

Azur développement a pensé renforcer les connaissances des gendarmes sur les dispositions du cadre juridique dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, pour une meilleure prise en charge des victimes.

Le personnel de la région de la gendarmerie du Kouilou a été sensibilisé, le 17 juillet à Pointe-Noire, aux violences faites aux femmes et aux filles à la faveur du projet de prévention et de réponse à ces violences initié par l'association Azur développement, en partenariat avec l'ambassade des Etats-Unis en République du Congo. En effet, les violences à l'égard des femmes et des filles sont intolérables dans la société congolaise fondée sur les principes de dignité et de respect, bases fondamentales de tout rapport humain. Enjeu majeur de santé publique, la lutte contre ces violences appelle des réponses très fermes. C'est ainsi que pour permettre aux éléments de la région de la gendarmerie du Kouilou d'agir efficacement contre ces violences, l'association Azur développement a pensé organiser un atelier à leur endroit pour les sensibiliser à ce phénomène social de grande ampleur.

Cette activité avait pour ob-



La photo de famille / Adiac

jectif de contribuer au respect des droits des femmes et des filles congolaises, d'identifier et documenter les cas de violence faites aux femmes et aux enfants, de sensibiliser les filles et les garçons aux violences faites aux femmes et aux enfants et enfin de mener des actions de plaidoyer pour leur protection.

Aujourd'hui, les besoins des victimes sont multiples et le parcours de sortie est complexe. La gendarmerie nationale, en tant

que force instituée pour veiller à la sûreté publique, assure le maintien de l'ordre et l'exécution des lois et règlements. Elle est appelée à apporter des réponses aux victimes qui la sollicitent.

Cet atelier a été donc une opportunité d'échanger avec le personnel de la gendarmerie du Kouilou sur les difficultés que rencontrent le guichet unique d'assistance aux femmes et enfants victimes de violence et des organisations de la société civile

dans l'accompagnement juridique et judiciaire de ces cas.

Une femme sur trois est victime de violences dans sa vie

Dans son mot de circonstance, Sylvie Miombo, directrice exécutive d'Azur développement, a rappelé que les violences faites aux femmes et aux filles n'étaient plus à démontrer en République du Congo. « *Les femmes et les filles vivent la violence au quotidien, bien que peu de cas de violence*

soient rapportés en raison de la honte qu'éprouvent les victimes », a-t-elle dit.

Selon l'ONU femmes, une femme sur trois est victime de violences au cours de sa vie, soit un milliard de femmes à travers le monde. Et l'Unicef rapporte que trois quarts des enfants âgés de 2 à 4 ans à travers le monde sont, par exemple, victimes d'agressions psychologiques et de punitions physiques au sein même de leur foyer et environ quinze millions d'adolescents âgés de 15 à 19 ans ont subi des rapports ou autres actes sexuels forcés au cours de leur vie.

Pour corroborer ces faits, l'ambassadeur des Etats Unis au Congo, Todd P. Haskell, a affirmé qu'en République du Congo et même dans son pays et ailleurs, les filles font l'objet de menaces explicites ou d'actes de violence physique, d'intimidation, de harcèlement verbal ou sexuel et d'agression sexuelle. « *Nous devons faire plus pour assurer leur protection et leur respect* », a-t-il indiqué.

Notons que cette activité a connu la présence du colonel Romuald Molongo, commandant de la région de gendarmerie du Kouilou, et Madeleine Paka Zoulouka, directrice départementale de l'Intégration de la femme au développement.

Hugues Prosper Mabonzo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Le SI-PME du DSI Club Congo bientôt disponible

Développé dans le cadre du plan d'action du DSI club Congo (Club des directeurs des systèmes d'information) en vue d'arrimer les entreprises congolaises au numérique pour plus de performance et de productivité, le SI-PME (Système d'information pour les petites et moyennes entreprises) est techniquement déjà au point et sera mis à la disposition des PME gratuitement, a confié Aymar Paterné Bazebizonza, secrétaire général de ce club.

Le système a été présenté au cours d'une réunion technique qui a eu lieu le 12 juillet, à la Chambre de commerce, a informé Aymar Paterné Bazebizonza. L'activité s'est déroulée en présence de Guy-Roland Ntsimba, directeur général du développement numérique. Elle a permis au DSI Club et aux partenaires techniques du projet, notamment Total E&P Congo (chef de projet en raison de son expérience à gérer des projets complexes), la société informatique et l'association Yekolab de faire un point technique sur son état d'avancement et sur les premiers résultats déjà obtenus.

Ce projet? géré par Total E&P Congo? est articulé sur trois phases. La première, lancée en janvier dernier, consiste en la création pour les PME d'un environnement numérique de travail avec les bases, donc un ordinateur avec un système d'exploitation 7 solide et sécurisé ainsi que les outils pour travailler. Cette première phase est constituée de trois activités : le SI-PME, partie technologique assurée par OFIS qui, techniquement parlant, est terminée et a été présentée par le DSI Club au cours de la réunion ; la formation des techniciens en SI-PME-Administrateur Linux et SI-PME assurée par l'association de formation Yekolab et qui a déjà été réalisée à 90% ; le Digi-



Aymar Paterné Bazebizonza s'exprimant lors de la réunion technique

pass (passeport digital), qui sera décerné aux chefs d'entreprise dans le cadre du dispositif de leur formation et de leur accompagnement, un volet qui sera exécuté par la Chambre de commerce, autre partenaire du projet.

Pour ce qui est de la formation en SI-PME-Administrateur Linux et SI-PME, Aymar Paterné Bazebizonza a expliqué : « Les technologies qui sont dans le SI-PME n'étant pas courantes au Congo, il a fallu former des personnes capables de prendre en main ces technologies pour

la pérennité du projet et pour permettre aux entreprises d'avoir des experts locaux ». Ce dernier a aussi souligné le caractère gratuit du SI-PME, environnement numérique conçu pour accompagner le développement de la performance et de la

productivité des entreprises. « Le SI-PME ne coûte aucun franc. Nous leur offrons le même système d'information qu'une entreprise comme Total E&P Congo dispose avec les moyens qu'elle a, sans qu'ils aient à débours un franc pour ce système. L'ensemble est supporté et assumé par les partenaires, notamment Total E&P Congo, Yekolab, OFIS avec le support de la ministre des PME et sous la responsabilité du ministre des Postes et Télécommunications », a-t-il précisé.

La phase pilote prévue pour la fin de l'année

Ce système étant techniquement déjà au point, après la réunion technique, va intervenir la phase des campagnes de communication et de sa présentation auprès des PME. Cela, pour s'assurer

vient à toutes les PME autour de la Chambre de commerce d'avancer afin que cela devienne une réalité au niveau du Congo », a-t-il dit, soulignant le fait que ce projet s'inscrit bien dans la vision du gouvernement d'arrimer le Congo au développement de l'économie numérique.

Dans sa politique, en effet, le gouvernement prévoit un pilier consacré à ce secteur intitulé E-Business. Celui-ci voudrait que la transition numérique pour les PME soit un véritable facteur de gain de croissance et de productivité. « Aujourd'hui, une entreprise qui ne s'aligne pas à l'ère du numérique prend beaucoup de retard en termes de visibilité, de productivité ou de réalisation de ses objectifs. Il était temps que les PME qui constituent des véritables moteurs d'emploi puissent prendre le train de transition numérique et après les autres vont suivre », a-t-il expliqué.

Notons qu'avant son lancement en janvier dernier, le projet d'arrimage des PME au numérique avait été au préalable présenté par le DSI Club Congo et validé par les ministres Léon Juste Ibombo du numérique et Adélaïde Mongany des PME, en présence de Bruno Jean-Richard Itoua, ministre de l'Enseignement supérieur, président d'honneur du DSI club Congo, au cours d'une cérémonie qui s'était déroulée le 24 novembre 2017 à la Chambre de commerce. Le principal bénéficiaire de ce projet est le ministère des PME.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

que ce qui a été mis initialement correspond bien aux besoins des entreprises. Ce n'est qu'après cette phase que le SI-PME pourra être mis à la disposition des PME. La phase pilote de ce système interviendra à la fin de l'année. « N'auront accès au SI-PME que les PME dont les responsables auront suivi le Digipass », a indiqué Aymar Paterné Bazebizonza

Guy-Roland Ntsimba s'est dit satisfait de ce projet. « Le DSI Club et ses partenaires nous ont présenté un projet excellent, il re-

CHAMPIONNAT DÉPARTEMENTAL DES SPORTS DE TRAVAIL

L'hôpital Adolphe-Sicé engage deux équipes

La structure sanitaire participe cette année à la compétition avec un club de nzango et un autre de football masculin.

Les premiers matches avancés du championnat départe-

mental des sports de travail de Pointe-Noire ont eu lieu le

14 juillet, au Complexe sportif, tandis que la cérémonie officielle d'ouverture interviendra le 21 juillet. Les deux équipes de l'hôpital général



L'équipe A. Sicé nzango (Adiac)

Adolphe-Sicé ont manqué leur première sortie, malgré leur enthousiasme d'avant match. Au nzango, l'équipe des sages-femmes et infirmières n'a pas tenu bon devant Digemar qui lui a imposé une douche froide, 26-48 avant la défaite d'Avia face à l'Association Louzolo Amour (ASLA), 44 à 55 face. Au football Adolphe-Sicé a été battu par Soco EPC, 2-4.

Parlant de leur engagement dans ce championnat, Nadine Ndombelé, sage-femme à l'hôpital Adolphe-Sicé a indiqué que le retour de leur équipe est définitif. « L'hôpital A. Sicé avait déjà participé, les années antérieures, au championnat de nzango sous le label de la Maternité nzango, remportant, d'ailleurs, un trophée. Nous avons connu ensuite un passage à vide pour des

raisons logistiques et donc, nous sommes revenues pour une durée indéterminée puisque l'équipe a été élargie au niveau de tous les services de l'hôpital et l'administration en a pris la charge. Ce n'est plus Maternité nzango mais, A. Sicé nzango », a-t-elle soutenu, avant d'ajouter que la nouvelle équipe a pour objectif de jouer et gagner. « Nous jouons pour gagner, c'est pourquoi je demande à toutes les joueuses, surtout celles qui ne sont plus avec nous qui ont joué avant dans Maternité nzango de venir nous soutenir. De même, nous sollicitons le soutien inlassable de nos administrateurs et de notre directeur général pour nous donner le courage d'avancer », a conclu Nadine Ndombelé.

Charlem Léa Legnoki

LUTTE CONTRE LES ATTENTATS TERRORISTES

Can Incesu exhorte la communauté internationale à plus de vigilance

L'ambassadeur turc au Congo a lancé son appel, le 16 juillet à Brazzaville, à l'occasion d'une conférence de presse qu'il a organisée en mémoire des victimes du coup d'Etat manqué dans son pays, le 15 juillet 2016, dans les villes d'Ankara et d'Istanbul.

Le diplomate turc a indiqué aux journalistes que la journée du 15 juillet a été décrétée dans son pays comme celle de la démocratie et de l'unité nationale, suite à la tentative de coup d'Etat manqué organisé par le groupe putschiste dénommé «Fetullah Gulen» contre le régime du président Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2003. Le malheureux événement, a-t-il ajouté, avait occasionné la mort de deux cent soixante personnes ainsi que plusieurs blessés et trois mille arrestations. « C'est pourquoi, nous profitons de cette journée marquant le deuxième anniversaire de ce putsch manqué pour attirer l'attention des gouvernants en particulier et celle de la communauté internationale en général sur le désastre et le malheur que nous causent les organisations terroristes telles que le groupe Gulen, qui est une secte et dont les enquêtes révèlent qu'il est auteur de ce coup d'Etat dans mon pays. Cela nous permettra aussi de prendre des mesures nécessaires, capables d'éradiquer ces actes et contrer les actions des auteurs », a déclaré Can Incesu. Il a insisté sur le fait que les gouvernants doivent multiplier des stratégies pour mettre fin à la recrudescence des attentats terroristes qui deviennent monnaie courante dans le monde. Le diplomate a déploré qu'il y ait aujourd'hui certaines écoles et universités



qui soient affiliées à ces organisations dans certains pays. Parlant de la Turquie, l'orateur a précisé que son pays, à l'image d'autres dans lesquels le pouvoir judiciaire est indépendant, vient d'opter pour un régime présidentiel. Avant de passer à ce régime, a-t-il expliqué, son pays était depuis 2016 en Etat d'urgence et dans un régime d'exception. « C'est déjà une avancée positive pour le pays. Nous sommes un peuple qui œuvre pour la démocratie depuis 1845 et nous restons un pays démocrate. Ce nouveau régime qui permettra au président de gouverner facilement a été défendu par lui-même devant son peuple qui l'a accepté », a-t-il conclu.

Rock Ngassakys

HYDROCARBURES

Guy Maurice salue la production de Total au Congo

Reçu en audience le 17 juillet, à Brazzaville, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, le directeur Afrique du groupe Total a indiqué que les projets de sa société avancent normalement au Congo.

« Les nouvelles sont bonnes dans la mesure où on produit en sécurité et grâce au travail des équipes congolaises. La progression est bonne et vous savez que le prix du baril a remonté progressivement ; ce qui est favorable à l'économie congolaise », a déclaré Guy Maurice à la presse, à sa sortie d'audience.

S'agissant de l'adhésion du Congo à l'Organisation des pays exportateurs du pétrole, le directeur Afrique du groupe Total a indiqué qu'il s'agit d'une « très bonne nouvelle, parce que dans le concert de coordination des pays producteurs du pétrole, il manquait la voix congolaise ».

Parlant de la crise économique et financière due à la chute du prix du baril de pétrole, Guy Maurice a signifié que celle-ci a touché beaucoup d'acteurs du secteur énergétique.



Le directeur Afrique de Total, Guy Maurice

« Je dois quand même préciser qu'au niveau de Total E&P Congo, comme partout dans le monde, on a choisi un axe un peu différent. On a protégé nos équipes même si on a fait un peu d'ajustement », a-t-il noté. Tout le travail qui a été fait pendant trois ans, a-t-il renchérit, est en train de payer progressivement.

La Rédaction

TOURNOI INTERNATIONAL DE HANDBALL

Le Congo, l'Angola et la RDC en confrontation à Brazzaville



Les Diables rouges à l'entraînement/Photo Adiac

Les équipes nationales dames des trois pays vont s'affronter en aller-retour, dans une compétition qui se disputera pendant six jours au gymnase Nicole-Oba de Brazzaville, à partir de ce mercredi.

Dans le cadre de la préparation de la Coupe d'Afrique des nations 2018 dénommée «Challenge Edith-Lucie-Bongo-Ondimba», la Fédération congolaise de handball organise à Brazzaville un tournoi international. Le Congo pays hôte, l'Angola et la République démocratique du Congo (RDC) prennent part à cette compétition. Une occasion de mise en jambes pour chacun des pays participants et davantage pour le tout nouveau sélectionneur du Congo, Thierry Vincent, qui vient de prendre en main les Diables rouges il y a peine quelques semaines.

Programme des matchs
18 juillet : Congo-Angola
19 juillet : RDC-Congo
20 juillet : Angola-Congo
21 juillet : RDC-Angola
22 juillet : Angola-RDC
23 juillet : Congo-RDC

Rominique Makaya

COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

Le Cara à Bamako pour négocier sa première victoire à l'extérieur



Le représentant congolais sera reçu aujourd'hui, au Mali, par le Djoliba Ac pour le compte de la 3^e journée des matches de poules.

Les deux équipes s'étaient déjà rencontrées en quart de finale de la Coupe d'Afrique des clubs champions de 1974, année de la consécration des Aiglons. Le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) avait réussi à tenir en échec l'équipe malienne à Bamako, avant de lui infliger une défaite de 3-0 à Brazzaville.

Le hasard du tirage au sort a voulu que les deux formations se rencontrent quarante-quatre ans après, dans le groupe C où le Djoliba Ac occupe le dernier rang avec un petit point derrière le Cara et Enyimba, trois points chacun. Les Aiglons se sont relancés

après leur brillante victoire à Brazzaville face au club nigérian. Ils tenteront de signer une première victoire à l'extérieur en cinq sorties, afin de conserver ou d'améliorer leur position au classement provisoire puis envisager la suite de la compétition avec beaucoup de sérénité d'autant plus que l'objectif reste la qualification pour les quarts de finale.

Lors de ses quatre derniers déplacements, le Cara est revenu les mains vides. Il a commencé sa campagne par une défaite 0-1 à Kumasi, face à Asante Kotoko. Il avait perdu ensuite en terre tunisienne 1-3 face à Union sportive de Ben

Le Club athlétique renaissance aiglons/Adiac Guerdane, avant de concéder une autre défaite à Addis-Abeba 0-1 face à Saint George d'Ethiopie. Le premier match de la phase de poules à Abidjan face à Williamsville athlétic club s'était soldé également sur un échec 0-1.

Outre le match Djoliba-Cara, Enyimba FC en découdra avec Williamsville athlétic club. Dans le groupe A, Aduana stars recevra l'AS V. Club de Kinshasa puis Asec Mimosas sera aux prises à Raja athlétic club de Casablanca. Dans le groupe B, Renaissance sportive de Berkane affrontera Al Masry pendant que El Hilal croisera Uniao desportiva do Songo. Rayon sport- USM d'Alger puis Gor Mahia-Young africains sont les rencontres du groupe D.

James Golden Eloué